
**LA COMMISSION EUROPEENNE DOIT AVANCER DES PROPOSITIONS
AMBITIEUSES POUR FACILITER LA SORTIE DE CRISE ET RESTAURER LA
CONFIANCE DES CITOYENS**

16 JUIN 2011

Signé par Mme Mercedes BRESSO, Présidente du Comité des Régions, Conseillère régionale de la Région Piémont (IT), **M. Frank JENSEN**, Président d'EUROCITES, Maire de Copenhague (DK), **Dr. Karl-Heinz LAMBERTZ**, Président de l'Association européennes des Régions frontalières (AEBR), Premier Ministre de la Communauté germanophone de Belgique (BE), **M. Jean-Yves LE DRIAN**, Président de la Conférence des Régions périphériques et maritimes (CRPM), Président du Conseil régional de Bretagne (FR), **M. Nazario PAGANO**, Président de la Conférence des Présidents des Assemblées législatives régionales européennes (CALRE), Président du Conseil régional des Abruzzes (IT), **Mme Michèle SABBAN**, Présidente de l'Assemblée des Régions d'Europe (ARE), Vice-présidente du Conseil régional d'Ile de France (FR), **Mme Annemarie JORRITSMA**, co-Présidente du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE), Maire de Stuttgart (DE), **M. Jean-Luc VANRAES**, Président de la Conférence des Régions européennes à pouvoirs législatifs (REGLEG), Ministre de la Région Bruxelles-Capitale (BE)

A la veille de l'adoption des propositions pour le futur cadre financier pluriannuel, les autorités locales et régionales s'inquiètent des appels à la modération budgétaire qui pourraient affaiblir l'intégration européenne et ce, malgré les opinions convergentes qui s'étaient exprimées pendant les débats sur le 5^{ème} rapport sur la Cohésion et la révision du budget.

Nous demandons donc instamment à la Commission européenne d'avancer des propositions ambitieuses qui amélioreront les perspectives de redressement économique et la confiance des citoyens dans les institutions et les principaux instruments politiques européens comme le Marché unique, l'Euro ou la Politique de cohésion.

En particulier, nous considérons comme absolument prioritaire :

1. L'élaboration et la mise en œuvre de la Stratégie Europe 2020 en partenariat avec les autorités locales et régionales

Pour réussir, la Stratégie UE 2020 doit faire l'objet d'une appropriation par tous les niveaux de gouvernance : non seulement par les Etats membres et les régions mais aussi par les villes.

La grande majorité des priorités clefs de la Stratégie Europe 2020 relèvent de l'échelon local et régional comme le développement des énergies renouvelables, la recherche appliquée, le renforcement de l'esprit d'entreprise et la création d'entreprise, le développement des

compétences en fonction des besoins locaux et régionaux, le changement de comportement des citoyens vis-à-vis des problématiques énergétiques et climatiques, la formation tout au long de la vie et l'inclusion sociale.

Un vrai partenariat, basé sur le partage des informations, la planification conjointe et la mise en commun des ressources de tous les niveaux de gouvernance, aidera à augmenter l'efficacité et l'impact des politiques à tous les niveaux.

2. le maintien d'un budget européen substantiel, basé si nécessaire, sur des ressources propres avec une part suffisante dédiée à la Politique de cohésion

Le futur budget de l'Union européenne doit nous permettre d'obtenir davantage : il doit être orienté vers les résultats, basé sur une gestion des dépenses plus pointue pour assurer une masse critique et un impact plus fort et plus rapide avec des résultats aussi visibles que possible.

Pour atteindre ces objectifs et nous assurer que nous sommes sur la bonne voie pour réaliser la Stratégie Europe 2020, le budget européen doit être doté de moyens financiers suffisants pour que l'Union européenne puisse assumer toutes ses nouvelles responsabilités. Il devrait également être mieux structuré pour renforcer, équiper et apporter des ressources aux autorités locales et régionales.

La valeur ajoutée des financements européens doit passer par une approche intégrée, renforçant la gouvernance à multi-niveaux, soutenant l'innovation et assurant la solidarité. Les récentes tentatives de sectorialisation du budget européen par la mise en place de fonds séparés pour les infrastructures doivent être abandonnées.

La future Politique de cohésion doit promouvoir le principe de la cohésion territoriale et prendre en compte la diversité des territoires européens, leurs besoins différents et les différentes échelles territoriales (infrarégionales autant que macrorégionales) dans lesquelles ils s'inscrivent, qu'ils soient urbains, ruraux, montagneux, périphériques ou autres. La Politique de cohésion doit aussi couvrir toutes les régions de l'UE en concentrant son action sur les régions les moins avancées tout en soutenant les efforts des régions dites "intermédiaires" et "compétitives".

La gestion des Fonds structurels doit être simplifiée et gagner en efficacité. Dans ce but, il est essentiel de supprimer l'incertitude juridique et de mieux coordonner les différents niveaux décisionnels en charge d'élaborer les règles.

Nous appelons les autorités locales et régionales compétentes à s'engager formellement dans l'élaboration, la mise en œuvre, le contrôle et l'évaluation des Programmes opérationnels et les Contrats de partenariat pour le développement et l'investissement qui engloberont les Fonds structurels et d'autres fonds territoriaux comme le FEADER (Fonds européen agricole pour le développement rural) et le FEP (Fonds européen pour la pêche).

3. Le développement de nouveaux projets et de politiques européennes renforcées notamment pour mieux prendre en compte la situation politique et démocratique internationale

La mise en œuvre du Traité de Lisbonne et l'évolution actuelle de la situation politique et de démocratique aux frontières externes de l'Europe représentent un défi historique qui requiert des solutions nouvelles et efficaces. Les autorités locales et régionales sont convaincues de la valeur de politiques communautaires plus fortes basées sur la solidarité.

Il est fondamental, en conséquence, que la Politique de voisinage de l'Union européenne soit renforcée et, surtout, implique les partenaires de tous les niveaux de gouvernance en associant, en particulier, la société civile, les autorités locales et régionales. L'Europe a besoin d'une politique à ses frontières qui s'inspire des succès de la Politique de cohésion, afin que cet espace géopolitique de 800 millions d'habitants puisse renforcer l'Europe et lui permettre de rester compétitive d'un point de vue global.

Nous demandons instamment à la Commission européenne de donner au projet européen un nouveau souffle, au bénéfice de tous les citoyens, en particulier des plus jeunes d'entre eux.